

débatmilitant

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 159 28 juin 2007

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

[Accès au site Débat militant](#)

De l'agitation présidentielle à... l'agitation sociale

« Traité simplifié », conférence sur le Darfour, mise en œuvre à marche forcée des réformes de l'Université, des heures supplémentaires, de la protection sociale, footing matinal... Sarkozy ne cesse de courir. « *En un mois et demi, il s'est passé plus de choses qu'en deux ans* », dit-il, dupe de lui-même et de sa propre agitation.

Quelques jours après un second tour des Législatives qui n'a pas tenu les promesses escomptées, le nouveau président s'est adressé aux parlementaires de la majorité dans un discours d'une heure, instructive synthèse de ses prétentions politiques.

Avec toute la modestie qui le caractérise, il n'a pas hésité pas à se faufiler à la hauteur des grands destins historiques : « *Les Français ont mis entre nos mains le destin de la France. Les Français nous ont confié pour cinq ans la responsabilité d'écrire l'histoire de France [...] Au Havre, j'ai cité Danton criant devant la Convention quand la France était assiégée par toute l'Europe : De l'audace, toujours de l'audace, encore de l'audace et la France sera sauvée ! »...* »

Son ambition politique n'est rien moins que redonner à « *la France* », qui « *souffre* » dans un monde soumis à la mondialisation, la place qu'il estime qu'elle devrait tenir : au premier plan, faisant jeu égal avec les grandes puissances, les USA, la Chine, et retrouvant sa place de leader d'une Europe guérie de l'échec du référendum, aux côtés de quelques « *grands pays* », Grande Bretagne, Espagne, Allemagne. « *Le peuple français, dit-il, est un grand peuple, qui a une grande histoire, qui a une grande culture, qui peut encore étonner le monde... ».* » Car en effet, comment être un « *grand président* », si le pays n'est pas à la hauteur ?

Pour y parvenir, tout est dans « *l'audace et la vérité* » : « ... face à la toute-puissance des marchés, face à l'émergence de l'Inde et de la Chine, face aux dumpings monétaires, sociaux, écologiques, il n'y a pas d'autre choix possible que l'audace et que la vérité ». « *Audace* » et « *vérité* »... pour conduire les réformes économiques et politiques dont la « *France à besoin* ». Réformes dont Sarkozy vante la modernité, mais qui ne sont qu'une resucée des réformes libérales mises en chantier depuis bien longtemps par le patronat et les gouvernements qui se sont succédés depuis des décennies.

Mais le rêve de puissance, le « *rêve américain* » du petit Sarkozy se heurte déjà à la dure réalité de la situation sociale et politique, internationale comme intérieure. N'ayant guère les moyens de son ambition, il ne lui reste que bluff, duplicité, esbroufe, coups tordus et mauvais coups.

Europe et Darfour : entente de brigands et mise en scène...

Fin de semaine dernière, les « habiles diplomates » Kouchner et Sarkozy auraient réussi à dénouer la crise des institutions européennes, résultat de l'échec de la mise en place du TCE. Le tour de passe-passe a

consisté à présenter un « traité simplifié », débarrassé de quelques formules, mais reprenant ce qui constituait l'essence même du TCE, l'institutionnalisation d'une Europe des patrons. Le déroulement du sommet européen éclaire sur la nature du traité de Sarkozy : un « accord » entre gouvernements aux intérêts concurrents, au rapport de force, à travers des discussions de couloir, et en se gardant bien, cette fois, de demander son avis à la population.

Sur le terrain politique, ce qui est présenté comme le résultat du talent de Sarkozy est avant tout la petite et médiocre revanche des dirigeants européens sur tous ceux qui, en 2005, s'étaient opposés à la mise en œuvre du TCE. Merkel et Barroso en ont orchestré la mise en œuvre, mettant en avant Sarkozy, lui offrant une scène du haut de laquelle il a pu se vanter de son « geste » bidon, vis-à-vis de ceux qui avaient dit non : supprimer la phrase sur la « concurrence libre et non faussée », ajouter la référence à une Europe protégeant ses citoyens...

A peine la question du traité européen liquidée, se tenait à Paris une réunion sur la situation au Darfour. Se sont retrouvés autour d'une même table, outre Kouchner et Sarkozy, le secrétaire général de l'ONU ainsi que les représentants de 17 pays, dont les Etats-Unis, représentés par Condoleezza Rice, la Russie et la Chine... Tous y sont allés, devant les caméras de télévision, de leur couplet humaniste, de leurs larmes de crocodile sur le sort de populations injustement massacrées, de leur volonté d'exiger que prenne fin cette situation insupportable...

Mais il bien évident que ce qui s'est réellement discuté hors caméra, ce sont avant tout les modalités du partage de l'immense réserve de pétrole que constitue le sous-sol d'une partie du Darfour entre les compagnies pétrolières qui se disputent le pactole depuis plus de 20 ans : les compagnies US Exxon et Chevron (dont C. Rice est une ancienne dirigeante), Total et la société britannique White Nil, ainsi que la compagnie pétrolière chinoise China National Petroleum Corporation. Et de comment faire accepter au gouvernement soudanais et à son soutien chinois, la présence de « *forces de paix* » censées protéger les populations, mais avant tout destinées à assurer la sécurité nécessaire à l'exploitation de ces ressources pétrolières. La réunion s'est achevée sans annonce de mesures concrètes et nous ne savons rien de ce qui s'est réellement décidé. Mais pour Kouchner, « *l'avenir s'est éclairci* », il y aurait même « *une petite lueur au fond des ténèbres* »...

En guise de lueur, on a surtout vu celle des flashes qui ont fixé pour la postérité Sarkozy tenant le coude de Condoleezza Rice se penchant sur les malheurs du monde... Car si Sarkozy est bien évidemment venu, avec son compère Kouchner, défendre les intérêts de Total et jouer les utilités, il n'en oublie pas pour autant d'assurer sa propre promotion.

Réformes impopulaires contre bluff populiste

Dans les domaines social et politique intérieurs, les annonces pleuvent : TVA sociale, franchise médicale, réforme de la législation du travail, réforme des heures supplémentaires... Malgré les tentatives cyniques du gouvernement de maquiller ces reculs sociaux en avancées aux effets bénéfiques pour tous, il est clair qu'il s'agit d'une attaque en règle contre les salariés et la population la plus défavorisée ; d'une politique au profit des plus riches, qui vont bénéficier, eux, du paquet fiscal et autres exonérations de droits de transmission.

Les réformes que Sarkozy nous présente comme censées résoudre tous les maux qui frappent « les Français » ne sont qu'un relookage du programme libéral de la bourgeoisie, tel qu'il a pu être discuté au sommet de Lisbonne en 2000, auquel participait le duo Jospin-Chirac, et bien avant. La mise en place de ces réformes s'est pratiquement toujours heurtée à une opposition sociale. Juppé en 1995, Allègre en 2000, en avaient fait les frais. En 2003, la réforme Fillon des retraites avait donné lieu à plusieurs semaines de grèves et de manifestations. Fillon l'avait emporté, certes, mais au prix fort. Et un an après la gifle de la victoire du NON au TCE, c'était, au printemps 2006, la victoire des étudiants contre la mise en place du CPE, obligeant le gouvernement et Chirac à remballer une loi pourtant votée au Parlement...

Sarkozy voudrait bien être celui qui a réussi à faire passer ces réformes, en fidèle serviteur du Medef. Condamné à mener une politique qui ne peut que susciter la colère et la révolte populaires, le populiste Sarkozy tente de profiter de toutes les occasions pour mettre en scène son talent d'illusionniste, poser à « l'homme qui réussira là où les autres ont échoué », tout en forçant le rythme des attaques pour tenter de prendre de court la riposte sociale qui menace.

Une opposition parlementaire et syndicale paralysée

Il est vrai qu'il n'a pas beaucoup de soucis à se faire du côté de ses adversaires institutionnels. Les députés d'opposition sont occupés à organiser leur vie future à l'Assemblée nationale, encore tout étonnés de s'y retrouver aussi nombreux. Ils n'ont que quelques commentaires à accorder à la politique de Sarkozy. Quand ils n'interviennent pas pour lui donner raison, telle S. Royal avouant, au moment même où Sarkozy décide de ne pas donner de « coup de pouce » au SMIC, que le programme qu'elle défendait à la présidentielle, elle n'y croyait pas elle-même, que demander un SMIC à 1500 euros (brut pour dans cinq ans), c'était de l'utopie, tout comme la généralisation des 35 heures...

Les confédérations syndicales, pour leur part, sont totalement paralysées. Invitées par le gouvernement à discuter sur tous les chantiers ouverts, elles ont toutes accepté de venir sur le terrain du gouvernement et du patronat, au nom du refus de la « politique de la chaise vide ».

Le 19 juin, elles ont rencontré la représentante des patrons, Parisot, pour un échange sur la réforme de l'assurance-chômage, la redéfinition des contrats de travail et la sécurisation des parcours professionnels. A l'issue de cette réunion, les « partenaires sociaux » se sont fixés pour objectif « *d'aboutir à des avancées significatives* » et une première réunion de travail, en vue de préparer ces « avancées », est fixée au 4 juillet... Tout un programme, bien dans la ligne du « diagnostic partagé » obtenu par Fillon sur la réforme des retraites en 2003.

Concernant l'annonce du gouvernement de limiter la hausse du SMIC au minimum légal, Mailly, secrétaire général de FO, s'est contenté de regretter que l'on ait raté l'occasion de franchir la barre symbolique des 1000 euros net ! La CGT, dans une déclaration de Maryse Dumas, répond, elle, en mettant en avant sa revendication d'une « *revalorisation du Smic à 1 500 euros et la répercussion de cette augmentation sur l'ensemble des salaires pour les tirer vers le haut.* ». Elle termine en rappelant que « *les conflits salariaux sont plus nombreux, qu'ils touchent un plus grand nombre d'entreprises et de salariés* » et qu'une « *majorité d'entre eux débouchent sur des succès* ». Elle « *appelle à les développer partout et à préparer dans un cadre de fortes mobilisations unitaires la conférence sur l'emploi et le pouvoir d'achat, prévue pour la rentrée* ». Les perspectives de mobilisation restent dominées par le calendrier officiel fixé par le gouvernement. Les salariés sont appelés à faire pression. Cette déclaration reflète les contradictions qui se jouent au sein du syndicat, entre une direction dominée par son adversaire, et une base militante soumise à la réalité du terrain, et digérant mal les attitudes de Thibault, posant pour la presse main dans la main avec Parisot, ou se rendant à toutes les sauteries organisées par le gouvernement.

Le déroulement de la discussion sur la réforme de l'Université est, quant à lui, significatif de la « méthode Sarkozy ». A l'issue d'une première réunion, lundi 25 juin, menée par la ministre V. Pécresse, et devant les réticences manifestées par les « partenaires sociaux » - la FSU ayant été jusqu'à quitter la réunion -, Sarkozy a décidé de reporter d'une semaine la présentation du projet de loi devant le conseil des ministres et de rencontrer lui-même les divers partenaires ; avec succès, semble-t-il, puisque tout le petit monde qui s'est succédé dans son bureau mardi 26, est ressorti en manifestant l'espoir que tout était en bonne voie et en louant les qualités d'ouverture du Président... Il espère avoir ainsi mis les « partenaires institutionnels » dans sa poche, et compte sur les vacances pour désamorcer toute contestation étudiante et faire passer en douceur la loi de la réforme de l'Université. Mais bien malin qui peut préjuger de ce qui se passera réellement, loi votée ou pas, dès maintenant ou à la rentrée...

De l'audace, pour mettre en échec la politique de Sarkozy

La course aux postes des uns, la paralysie manifeste des autres ne fait qu'accentuer la rupture entre les travailleurs, les militants du rang, les jeunes, et les institutions politiques censées les représenter. L'idée se confirme clairement que l'on ne peut rien attendre de l'opposition parlementaire. Et que les confédérations syndicales ne sortiront de l'ornière du dialogue social que si elles y sont contraintes par des mobilisations se développant en dehors de leur contrôle.

Si quelque chose freine Sarkozy et le rend prudent, c'est justement la crainte de l'intervention des salariés, des jeunes, qui ont montré par le passé leur capacité à se mobiliser. Sarkozy joue au super Raffarin pour faire passer ses réformes, mais en évitant l'affrontement. Il cherche, tout comme le patronat, en prenant le temps de déminer le terrain, à associer les « partenaires sociaux » aux décisions, comptant sur leur « sens des responsabilités » et le pouvoir de la flatterie.

Le succès électoral de la droite, la force de Sarkozy, résident essentiellement dans l'impuissance de l'opposition politique et syndicale à lui opposer une autre politique, une politique se plaçant sur un terrain de

classe, une politique pour laquelle patrons et gouvernement sont des ennemis à combattre et non des partenaires avec qui chercher des solutions.

A l'occasion du dernier salon aéronautique du Bourget, où se sont accumulées les commandes pour Airbus, on a pu mesurer à quel point les affaires vont bien pour la bourgeoisie. L'économie tourne à fond, et c'est la raison pour laquelle patronat et gouvernement tiennent tant à éviter tout affrontement social qui perturberait les affaires.

C'est pourquoi, loin de baisser les bras devant le soi-disant « Etat fort » que constituerait le pouvoir de Sarkozy, il nous faut affirmer clairement que la riposte est possible, et même que les conditions, avec une économie qui tourne et un patronat désireux d'en profiter, pourraient être favorables à une offensive.

Cela ne peut que nous conforter dans la volonté de faire une propagande systématique pour démasquer l'imposture des « réformes » Sarkozy, leur caractère de classe, et leur opposer une large agitation politique sur nos propres exigences, sur les salaires, l'emploi, le temps de travail, la législation sociale...

Et il nous faut prendre des initiatives, en profitant des relations qui se sont tissées lors des mouvements précédents, en vue de regrouper salariés, jeunes, militants d'associations, syndicaux ou des partis de gauche qui ont franchi le pas de la rupture, et se posent la question de s'organiser pour mettre en échec Sarkozy et ses attaques.

Eric Lemel



Si débatmilitant** te plaît, n'hésite pas à le diffuser
et à le faire circuler, fais le connaître à tes amis,
propose leur de s'abonner...**